

Le 4 février, à 14h Place J. Jaurès à Troyes Ensemble, faisons-nous entendre pour défendre nos emplois, pour l'augmentation de nos salaires et contre la précarité

Les organisations CGT, FSU, Solidaires, de l'Aube, se sont réunies en intersyndicale le 20 janvier dernier. Nos organisations décident d'impulser un processus de mobilisations et d'initiatives le 4 février pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, pour l'augmentation des salaires et contre la précarité.

L'année 2020 a été marquée par la pandémie et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales. Celles-ci sont aggravées par des décisions gouvernementales et patronales désastreuses pour le monde du travail et la jeunesse.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

Dans ce contexte, et ce n'est pas anodin, les attaques liberticides du gouvernement se multiplient pour nous bâillonner afin d'asseoir leur politiques régressives. Nos organisations continuent de les combattre.

Les gagnants sont bien toujours les mêmes : les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôts.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques.

Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires.

Pourtant, c'est le chemin inverse que prend ce gouvernement :

- **Rien** pour les petits salaires, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021. Ce qui fera passer le taux horaire de 10,15 à 10,25 €.
- **Rien** non plus pour les 1^{ers} de corvée, exposés depuis le début de la pandémie, toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels d'ici la fin 2021.
- **Rien** pour les soignants qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnels oubliés.
- **Rien** pour l'ensemble des fonctionnaires dont le point d'indice reste gelé.
- **Rien** pour protéger les emplois, malgré le nombre important de licenciements qui s'annonce prochainement.



47% des jeunes s'inquiètent pour leur emploi et le taux de chômage des jeunes a dépassé les 20%.

Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent pas à leur faim. À cela s'ajoute la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte.

Avec ses mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

Pas une journée ne se passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services. Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public.

Là encore, ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics.

Nous affirmons, au contraire, que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Cela passe notamment par le partage et la réduction du temps de travail.

Les besoins sont importants aussi dans toute la fonction publique.

Dans le secteur de la santé par exemple, alors que le gouvernement tergiverse sur les mesures à prendre pour éviter l'engorgement des services de réanimation, c'est 400 000 emplois à créer dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou l'accompagnement des malades et des personnes en perte d'autonomie.

Être en capacité de produire des médicaments, du matériel médical et de protection après la période que nous traversons ne peut plus faire débat.

Il est indéniable aujourd'hui, après la pénurie de masques du printemps dernier, qu'il faut relocaliser une partie de notre production ainsi que notre industrie.

**Les organisations
syndicales appellent,
dans une dynamique
de convergences et de
renforcement des
luttés, à un temps fort
commun
interprofessionnel de
mobilisations et de
grève et de
manifestation
le 4 février 2021**

